

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1975-1976**

2 JUILLET 1976

Projet de loi organisant l'association des holdings à la planification économique et modifiant le statut des sociétés à portefeuille

PROJET TRANSMIS
PAR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

CHAPITRE I.

Association des holdings à la planification économique.

Article 1.

Sont soumises aux dispositions du présent chapitre :

1° les sociétés de droit belge qui possèdent des participations dans une ou plusieurs sociétés filiales belges ou étrangères, leur conférant en droit ou en fait le pouvoir de diriger, seules ou en collaboration avec d'autres, l'activité de ces sociétés filiales pour autant que la valeur de ces participations dans les sociétés filiales atteigne au total cinq cents millions de F au moins.

2° les sociétés de droit belge qui sont filiales ou sous-filiales de sociétés étrangères détenant directement ou indirectement des participations dans des sociétés de droit belge, pour autant que la valeur de ces participations atteigne au total cinq cents millions de F au moins.

Ne sont pas soumises aux dispositions du présent chapitre, les sociétés de droit belge régies par une loi particulière.

R. A 10561*Voir :***Documents de la Chambre des Représentants :**

503 (1974-1975) :

N° 1 : Projet de loi.

N°s 2 à 7 : Amendements.

N° 8 : Rapport.

N°s 9 et 10 : Amendements.

Annales de la Chambre des Représentants :

1 et 2 juillet 1976.

BELGISCHE SENAAT**ZITTING 1975-1976**

2 JULI 1976

Ontwerp van wet tot organisatie van de associatie der holdings bij de economische planning en tot wijziging van het statuut der portefeuillemaatschappijen

ONTWERP OVERGEZONDEN DOOR DE KAMER
VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

HOOFDSTUK I.

Associatie van de holdings bij de economische planning.

Artikel 1.

Aan de bepalingen van dit hoofdstuk zijn onderworpen :

1° de vennootschappen naar Belgisch recht die in één of meer Belgische of buitenlandse filialen participaties bezitten, welke hun in rechte of in feite de macht verlenen om, alleen of in samenwerking met anderen de bedrijvigheid van deze filialen te leiden, voor zover de waarde van de participaties in de filialen in totaal ten minste vijfhonderd miljoen F bedraagt;

2° de vennootschappen naar Belgisch recht die filialen of sub-filialen van buitenlandse vennootschappen zijn, die rechtstreeks of onrechtstreeks participaties in vennootschappen naar Belgisch recht aanhouden, voor zover de waarde van deze participaties in totaal ten minste vijfhonderd miljoen F bedraagt.

De vennootschappen naar Belgisch recht die door een bijzondere wet worden beheerst, zijn niet aan de bepalingen van dit hoofdstuk onderworpen.

R. A 10561*Zie :***Gedr. St. van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :**

503 (1974-1975) :

N° 1 : Ontwerp van wet.

N°s 2 tot 7 : Amendementen.

N° 8 : Verslag.

N°s 9 en 10 : Amendementen.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

1 en 2 juli 1976.

Art. 2.

Les sociétés visées à l'article 1^{er} sont associées à l'élaboration des plans d'investissements dans le cadre de la planification économique.

A cet effet, elles communiquent chaque année au Bureau du Plan, à sa demande, une documentation détaillée sur leurs projets d'investissements, sur ceux de leurs filiales et sous-filiales situées en Belgique ainsi que sur ceux de leurs filiales et sous-filiales situées à l'étranger qui sont de nature à avoir, directement ou indirectement, des répercussions sur l'économie belge.

Cependant cette documentation pourra être communiquée de manière globale lorsqu'elle concerne des programmes de recherche technologique ou appliquée.

Art. 3.

Il est interdit aux membres du Bureau du Plan et à son personnel de divulguer des informations à caractère individuel, dont ils ont connaissance en application du présent chapitre. Les infractions sont punies conformément à l'article 458 du Code pénal.

Art. 4.

Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 10 000 à 50 000 F, ou d'une de ces peines seulement, les administrateurs, gérants ou préposés qui refusent de donner des renseignements qu'ils sont tenus de fournir en vertu du présent chapitre ou qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets.

Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent chapitre.

Art. 5.

Les sociétés sont civilement responsables des condamnations à l'amende et aux dépens prononcées en vertu des dispositions du présent chapitre contre leurs administrateurs, gérants ou préposés.

CHAPITRE II.

Modifications
à l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967
organisant le statut des sociétés à portefeuille
et leur association
à la programmation économique.

Art. 6.

Dans l'intitulé de l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille et leur association à la programmation économique, les mots : « et leur association à la programmation économique » sont supprimés.

Art. 7.

L'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

Art. 2.

De in artikel 1 bedoelde vennootschappen worden betrokken bij de uitwerking van de investeringsplannen in het raam van de economische planning.

Daartoe verstrekken ze het Planbureau elk jaar, op zijn verzoek, een gedetailleerde documentatie over hun investeringsontwerpen, over die van hun filialen en sub-filialen in België evenals over die van hun filialen en sub-filialen in het buitenland welke, rechtstreeks of onrechtstreeks een weerslag kunnen hebben op de Belgische economie.

Deze documentatie mag echter globaal worden medege-deeld wanneer ze op programma's inzake technologisch of toegepast onderzoek slaat.

Art. 3.

De leden en het personeel van het Planbureau mogen de inlichtingen van individuele aard, waarvan zij bij toepassing van deze wet kennis krijgen, niet bekendmaken. Overtredingen worden gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Art. 4.

Met gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met geldboete van 10 000 tot 50 000 F, of met één van die straffen alleen, worden gestraft de beheerders, zaakvoerders of aangestelden die weigeren inlichtingen te geven die zij gehouden zijn te verstrekken krachtens dit hoofdstuk of die wetens en willens onjuiste of onvolledige inlichtingen verschaffen.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de in dit hoofdstuk bepaalde misdrijven.

Art. 5.

De vennootschappen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de veroordelingen tot geldboeten en kosten die wegens overtreding van de bepalingen van dit hoofdstuk tegen hun beheerders, zaakvoerders of aangestelden zijn uitgesproken.

HOOFDSTUK II.

Wijzigingen
aan het koninklijk besluit n° 64 van 10 november 1967
tot regeling van het statuut
van de portefeuillemaatschappijen
en hun associatie met de economische programmatie.

Art. 6.

In het opschrift van het koninklijk besluit n° 64 van 10 november 1967 tot regeling van het statuut van de portefeuillemaatschappijen en hun associatie met de economische programmatie worden de woorden : « en hun associatie met de economische programmatie » geschrapt.

Art. 7.

Artikel 1 van datzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Article 1^{er}. — § 1^{er}. — Sont soumises aux dispositions du présent arrêté :

1° les sociétés de droit belge qui possèdent des participations dans une ou plusieurs filiales belges ou étrangères, leur conférant, en droit ou en fait, le pouvoir de diriger l'activité de celles-ci, pour autant que :

a) ces sociétés ou toutes ou certaines de leurs filiales ou sous-filiales aient fait appel au public en Belgique en vue de l'émission ou du placement de leurs actions ou parts;

b) la valeur de leurs participations atteigne au total cinq cents millions de francs au moins ou représente la moitié au moins de leurs fonds propres;

2° les sociétés de droit belge qui ont fait ou dont les filiales ou sous-filiales ont fait appel au public en Belgique en vue de l'émission ou du placement de leurs actions ou parts et qui sont filiales ou sous-filiales de sociétés ou institutions étrangères détenant, directement ou indirectement, dans des sociétés de droit belge, des participations dont la valeur atteint au total cinq cents millions de francs au moins ou qui représentent la moitié au moins de leurs fonds propres.

Ne sont pas soumises aux dispositions du présent arrêté les sociétés de droit belge régies par une loi particulière.

§ 2. — Pour l'application du présent arrêté :

1° est considérée irréfragablement comme filiale ou sous-filiale d'une société, toute autre société, belge ou étrangère, dans laquelle la première société détient directement ou indirectement, personnellement ou par interposition, une participation représentant la moitié au moins du capital de cette autre société ou une participation à laquelle est attaché un pouvoir de vote égal à la moitié au moins des voix attachées à l'ensemble des actions et parts émises par cette société;

2° est présumée, sauf preuve contraire, être filiale ou sous-filiale d'une société, toute autre société, belge ou étrangère, dans laquelle la première société détient directement ou indirectement, personnellement ou par interposition, une participation à laquelle est attaché un nombre de voix égal à la moitié au moins des voix présentes ou représentées à la dernière assemblée générale de cette autre société;

3° est présumée, sauf preuve contraire, être filiale ou sous-filiale d'une société, toute autre société, belge ou étrangère, dans laquelle la première société exerce une domination assurée par un mécanisme, contractuel ou non, ou établie sur une quelconque situation de fait.

§ 3. — La société qui est, par un ou plusieurs des moyens définis au § 2, sous le contrôle de plusieurs sociétés agissant, à cet effet, de concert entre elles, est considérée comme filiale ou sous-filiale de chacune de ces sociétés. »

Art. 8.

L'article 10 du même arrêté est abrogé.

« Artikel 1. — § 1. — Aan de bepalingen van dit besluit zijn onderworpen :

1° de vennootschappen naar Belgisch recht die participaties bezitten in een of meer Belgische of buitenlandse filialen waardoor ze, in rechte of in feite, de macht hebben om de activiteit van deze filialen te leiden, voor zover :

a) deze vennootschappen of alle dan wel sommige van hun filialen of sub-filialen een beroep hebben gedaan op het publiek in België met het oog op de uitgifte of het plaatsen van hun aandelen of deelbewijzen;

b) de waarde van hun participaties in totaal ten minste vijfhonderd miljoen frank bedraagt of ten minste de helft vertegenwoordigt van hun eigen middelen;

2° de vennootschappen naar Belgisch recht die zelf of waarvan de filialen of sub-filialen een beroep op het publiek in België hebben gedaan met het oog op de uitgifte of het plaatsen van hun aandelen of deelbewijzen en die filialen of sub-filialen zijn van buitenlandse vennootschappen of buitenlandse instellingen welke, rechtstreeks of onrechtstreeks, in vennootschappen naar Belgisch recht participaties bezitten waarvan de waarde in totaal ten minste vijfhonderd miljoen bedraagt of ten minste de helft vertegenwoordigt van hun eigen middelen.

De vennootschappen naar Belgisch recht die door een bijzondere wet worden beheerst zijn niet aan de bepalingen van dit besluit onderworpen.

§ 2. — Voor de toepassing van dit besluit :

1° wordt onweerlegbaar als filiale of als sub-filiale van een vennootschap beschouwd, elke andere vennootschap, Belgische of buitenlandse, waarin de eerstgenoemde vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of door tussenplaatsing van personen, een participatie bezit die ten minste de helft vertegenwoordigt van het kapitaal van deze andere vennootschap of een participatie waaraan een stemrecht is verbonden gelijk aan ten minste de helft van de stemrechten verbonden aan het totale aantal door deze vennootschap uitgegeven aandelen en deelbewijzen;

2° wordt, tot bewijs van het tegendeel, geacht filiale of sub-filiale van een vennootschap te zijn, elke andere vennootschap, Belgische of buitenlandse, waarin de eerstgenoemde vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of door tussenplaatsing van personen, een participatie bezit waaraan stemrechten zijn verbonden gelijk aan ten minste de helft van de stemmen die op de jongste algemene vergadering van deze andere vennootschap aanwezig of vertegenwoordigd waren;

3° wordt, tot bewijs van het tegendeel, geacht filiale of sub-filiale van een vennootschap te zijn, elke andere vennootschap, Belgische of buitenlandse, waarin de eerstgenoemde vennootschap een overheersing uitoefent gegrond op een al dan niet contractueel mechanisme of gevestigd op welke feitelijke situatie dan ook.

§ 3. — De vennootschap die, door een of meer van de in § 2 bepaalde middelen, onder de controle staat van meerdere vennootschappen die, te dien aanzien, in onderling overleg handelen, wordt als een filiale of sub-filiale van ieder van deze vennootschappen beschouwd. »

Art. 8.

Artikel 10 van datzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9.

A l'article 11, 1°, du même arrêté, les mots : « articles 3, 4 et 10, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « articles 3 et 4 ».

Bruxelles, le 2 juillet 1976.

*Le Président
de la Chambre des Représentants,*

A. DEQUAE

Les Secrétaires,

A. BAUDSON
L. MATHIEU-MOHIN

Art. 9.

In artikel 11, 1°, van datzelfde besluit worden de woorden : « artikelen 3, 4 en 10, lid 2 », vervangen door de woorden « artikelen 3 en 4 ».

Brussel, 2 juli 1976.

*De Voorzitter
van de Kamer van Volksvertegenwoordigers,*

A. DEQUAE

De Secretarissen,

A. BAUDSON
L. MATHIEU-MOHIN